

Bouleau G. - Pour une écologie politique scientifique de terrain

Gabrielle Bouleau, science politique

Irstea, UR ADBX Aménités et dynamiques des espaces ruraux, 50 avenue de Verdun Gazinet Cestas, F-33612 France. Gabrielle.bouleau@irstea.fr

Préambule : Ingénieure, socio-politiste. Je m'interroge ici sur le positionnement épistémologique de l'écologie politique philosophique en comparant ce positionnement avec celui de l'analyse des politiques publiques en science politique et la *political ecology* en géographie. Ma contribution se base sur une analyse de textes classiques dans les trois sous-disciplines.

Introduction

Dans le langage courant en français, l'écologie politique désigne la théorie politique qui fait de la préservation des conditions de vie sur Terre un enjeu primordial. Cette pensée verte prend au sérieux la crise écologique selon une épistémologie naturaliste. La science politique l'étudie de manière constructiviste comme un discours politique. Malgré leurs divergences épistémologiques, ces deux postures de recherche cadrent la question environnementale à la même échelle planétaire, celle où l'environnement s'apprécie en termes géochimique et énergétique. C'est aussi l'échelle où l'impulsion du changement semble la plus difficile. L'agir local est supposé plus évident. Selon l'aphorisme de Jacques Ellul il faut « penser global, agir local ». Cependant, l'écologie politique se place du côté de la pensée. Dans une autre discipline, la géographie, un courant critique anglosaxon appelé *political ecology*, fait le pari d'explorer tous les niveaux scalaires du local au global et d'aborder à la fois les enjeux politiques de la préservation et les enjeux ontologiques de définition de ce qui est à préserver au risque d'une épistémologie instable entre naturalisme et constructivisme. En France, d'autres auteurs ont tenté cette réconciliation entre naturalisme et constructivisme, par la sociologie pragmatique. Cette communication explore la manière dont la combinaison de ces différentes approches permet de dessiner les contours d'une écologie politique de terrain. La première partie présente l'écologie politique théorique en explicitant ses prémisses épistémologiques et son impossible dialogue avec l'analyse des politiques publiques. La deuxième partie s'intéresse aux contradictions de la *political ecology* qui relève le défi de ce dialogue. La troisième partie s'appuie sur la sociologie pragmatique pour proposer des pistes permettant de dépasser ces contradictions.

L'écologie politique philosophique

Les écologies politiques françaises ont été présentées et analysées par Kerry Whiteside⁷²⁸ qui considère qu'elles ont en commun d'être toujours intermédiaires entre l'écocentrisme et l'anthropocentrisme, en dépassant la dichotomie nature/culture et en situant l'homme dans un « milieu »⁷²⁹ à la fois construit et contraint.

⁷²⁸ *Divided Natures: French contributions to political ecology*, Contemporary French civilization (Cambridge, MA: MIT Press, 2002).

⁷²⁹ La pensée verte ne se donne pas pour objet de décrire ontologiquement ce « milieu » et laisse ce soin à d'autres sciences. On retiendra ici la définition de Pierre Vidal de la Blache qui en a

Cet inventaire n'est pas exhaustif et adopte une histoire du mouvement écologiste qui rend peu justice aux contestations environnementales antérieures aux années 1970⁷³⁰. Il propose néanmoins des catégories dans lesquelles d'autres auteurs plus anciens ou plus récents peuvent également se retrouver : la pensée systémique où l'on retrouve Edgar Morin, René Passet et Joël de Rosnay, le principe de symétrie entre humain et non-humain défendu par Michel Serres et qui a inspiré Bruno Latour, le personnalisme de Bernard Charbonneau et Jacques Ellul, l'anti-productivisme d'Alain Lipietz et Jean-Paul Deléage et des formes de libéralisme démocratique plus ou moins écologiques que Whiteside relie à Luc Ferry et Dominique Bourg⁷³¹.

Pour ces penseurs, l'enjeu écologique est en compétition dans le champ des idées avec d'autres agendas politiques. Le milieu de vie étudié est le monde. Il peut être objectivé par le réchauffement climatique, la consommation d'énergie et de matière, la pollution, la démographie, le niveau technologique, la productivité. Les idées discutées ont une prétention universelle pour traiter une crise globale, celle de l'anthropocène⁷³². Ces auteurs adoptent ainsi pour la plupart une posture naturaliste sur l'environnement global (les phénomènes observés par les experts à l'échelle planétaire existent bel et bien). L'environnement est supposé avoir la même ontologie quelle que soit l'échelle. Le local contribue au global selon les catégories géochimiques et énergétiques. L'existence de paysages locaux plus ou moins désirables pour ceux qui les fréquentent, plus ou moins équivalents en termes de contribution globale, n'est pas abordée.

Si elle abordait cette question, l'écologie politique serait confrontée aux interprétations contradictoires des décisions locales en termes globaux, à l'incertitude vis-à-vis de l'imputation des causes, aux différentes méthodes d'agrégation spatiale des données⁷³³ et de prise en compte

fait une notion centrale en géographie : « ce que la géographie, en échange du secours qu'elle reçoit des autres sciences, peut apporter au trésor commun, c'est l'aptitude à ne pas morceler ce que la nature rassemble, à comprendre la correspondance et la corrélation des faits, soit dans le milieu terrestre qui les enveloppe tous, soit dans les milieux régionaux où ils se localisent. » P. Vidal de la Blache "Géographie générale," *Annales de Géographie* 22, no. 124 (1913), p.299

⁷³⁰ On peut lire à ce sujet : C. Bonneuil, C. Pessis, et S. Topçu, eds, *Une autre histoire des "Trente Glorieuses". Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après guerre* (Paris: La Découverte, 2013); C. Bonneuil et J.-B. Fressoz, *L'Événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*, Anthropocène (Paris: Le Seuil, 2013).

⁷³¹ Les écrits pris en compte par Whiteside dans son ouvrage sont antérieurs à 2002.

⁷³² D. Chartier et J.-P. Deléage, "Mise à jour des écologies politiques pour une politique de l'anthropocène," *Écologie politique*, no. 40 (2010); Bonneuil et Fressoz, *L'Événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous*. (Le Seuil, 2013)

⁷³³ Il est amusant de noter que les méthodes d'agrégation spatiale des données font l'objet d'une discussion constructiviste en science politique, mais uniquement dans le domaine de l'analyse des comportements électoraux, au sein de ce qu'on appelle (aussi) l'« écologie politique » ou l'approche contextuelle : A. Siegfried, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la troisième république* (Paris: Armand Colin, 1913); J. Klatzmann, *Comportement électoral et classe sociale. Etude du vote communiste et du vote socialiste à Paris et dans la Seine* Cahier de la Fondation nationale des Sciences politique n°82 (Paris: Armand Colin, 1957); M. Dogan et S. Rokkan, eds, *Quantitative*

des contraintes héritées. Autant d'ambiguïtés du réel qui font l'objet de traductions politiques et scientifiques⁷³⁴. Discuter ces traductions, nous place d'emblée dans une épistémologie plus constructiviste. Le principe de symétrie s'engage dans cette voie. Il porte une attention plus particulière à la diversité des formes d'interaction des hommes avec les choses, qui produisent autant de formes de connaissance et d'individualité différentes. L'écologie ne s'y réduit pas à un bilan énergétique ou de matière. Ce principe est plus compatible avec l'idée que le milieu lui-même est un espace de lutte de définition où se mêlent discours et action. Cependant cette posture philosophique a souvent été interprétée comme un constructivisme peu compatible avec un engagement sur le terrain des valeurs, socle commun de la pensée verte.

La construction sociale de la réalité⁷³⁵ est davantage explorée par la sociologie politique et l'analyse des politiques publiques qui s'intéressent à la mise en forme des catégories légitimes⁷³⁶ et à la formulation des problèmes publics⁷³⁷ de manière constructiviste. Si ces approches ne nient pas l'existence d'une réalité par-delà les croyances des acteurs, elles évoquent rarement la matérialité du paysage fréquenté⁷³⁸. Elles explorent peu les relations entre cette matérialité et les routines de typification⁷³⁹ alors que « l'environnement gagne à être observé comme une réalité qui se décline en réalité quotidienne, univers d'initiés et

ecological analysis in the social sciences (Boston: MIT press, 1969). Si l'on peut parler d'écologie ici c'est parce que les indicateurs agrégés spatialement rendent compte d'un « milieu » social et à qui l'on attribue une valeur explicative sur le vote péri-urbain ou rural. J. M. Sellers et al, eds, *The Political Ecology of the Metropolis: Metropolitan Sources of Electoral Behaviour in Eleven Countries* (ECPR Press, 2013). J. Gombin et P. Mayance, "Analyse écologique des votes et mondes ruraux. Quelques réflexions méthodologiques," in *Battre la campagne. Les élections municipales en milieu rural*, ed. A. Troupel et S. Barone (L'harmattan, 2010). Derivry et Dogan "Unité d'analyse et espace de référence en écologie politique. Le canton et le département français" *Revue française de science politique* 21, no. 3 (1971). Les auteurs montrent que cette méthode construit des « milieux » différents selon le grain d'observation (cantonal ou départemental).

⁷³⁴ M. Callon, P. Lascoumes, et Y. Barthe, *Agir dans un monde incertain*, la couleur des idées (Paris: Editions du Seuil, 2001).

⁷³⁵ P. Berger et T. Luckmann, *La construction sociale de la réalité* (Paris: Méridiens Klincksieck, 1986).

⁷³⁶ A. Desrosières et L. Thévenot, *Les catégories socioprofessionnelles*, Repères, n° 62 (Paris: Ed. La Découverte, 1988); L. Boltanski, *Les cadres, la formation d'un groupe social* (Paris: Ed. Minuit, 1982).

⁷³⁷ S. A. Hunt, R. D. Benford, et D. A. Snow, "Identity fields: Framing processes et the social construction of movement identities," in *New Social Movements: From Ideology to Identity*, ed. E. Laraña, H. Johnston, et J. R. Gusfield (Philadelphia: Temple University Press 1994); J. Gusfield, *La culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique, études sociologiques* (Paris: Economica, 2009); E. Goffman, *Frame Analysis: An essay on the organization of experience* (1974).

⁷³⁸ « En dépit de leur diversité, ces études [politistes sur l'environnement] convergent pour centrer l'analyse sur les acteurs en compétition (leurs prises de position, leurs stratégies de persuasion et ressources) et les structures sociales dans lesquelles ils évoluent » M. Ansaloni, "La fabrique du consensus politique. Le débat sur la politique agricole commune et ses rapports à l'environnement en Europe," *Revue française de science politique* 63, no. 5 (2013), p.919, italique ajouté. Les structures spatiales et écologiques ne sont pas abordées.

⁷³⁹ Berger et Luckmann, *La construction sociale de la réalité*.

univers de légitimation »⁷⁴⁰. Elles ne regardent pas non plus comment ce milieu matériel constitue des ressources auxquelles les acteurs n'ont pas tous accès de la même manière. Enfin, la posture normative des chercheurs constructivistes est une posture critique à l'égard du pouvoir et des institutions qui s'intéresse peu aux effets écologiques des politiques publiques⁷⁴¹.

L'épistémologie instable de la *political ecology*

Les deux postures évoquées précédemment permettent d'introduire les contradictions inhérentes à la sous-discipline de la géographie anglo-saxonne que l'on appelle *political ecology*⁷⁴². Cette sous-discipline s'appuie sur trois corpus théoriques différents, l'écologie culturelle, l'économie politique et l'analyse de discours post-structuraliste qui s'agencent les unes avec les autres plus par antithèse que par couplage cohérent.

Ce sont des géographes et des anthropologues critiques réunis autour Carl Sauer au début du vingtième siècle qui développent l'écologie culturelle pour rendre compte des relations homme/nature, dans la continuité des travaux de Alexander von Humbolt, Elisée Reclus, Alfred Russel Wallace et George Perkins Marsh⁷⁴³. Ils abordent ces relations de manière plus complexe qu'elles ne sont envisagées à l'époque par le déterminisme environnemental souvent saturé de préjugés racistes. L'écologie culturelle (ou humaine) s'intéresse ainsi aux ajustements des sociétés à leur environnement⁷⁴⁴ et à l'évolution mutuelle des cultures et des paysages⁷⁴⁵. Elle sera fortement inspirée par le concept d'écosystème, développé par le botaniste Arthur Tansley⁷⁴⁶ pour rendre compte des phénomènes de rétroaction écologiques qui maintiennent des systèmes en équilibre. L'étude la plus emblématique de cette *cultural ecology* qui reste un classique en *political ecology*⁷⁴⁷ est le travail ethnographique de Roy Rappaport « Pigs for the Ancestors »⁷⁴⁸. Cette étude, par ailleurs très documentée et nuancée, interprète un rituel de Nouvelle Guinée en termes fonctionnalistes comme un régulateur de la densité de population. Parce qu'elle explique en dernier ressort les règles sociales par des contraintes naturelles, à travers des

⁷⁴⁰ F. Rudolf, *L'environnement, une construction sociale*.

Pratiques et discours sur l'environnement en Allemagne et en France (Strasbourg: Presses universitaires de Strasbourg, 1998), p.14

⁷⁴¹ Il existe cependant quelques exceptions, comme les travaux de M. Bourblanc sur les marées vertes et ceux de D. Fassin sur le plomb. M. Bourblanc, "Des instruments émancipés" La gestion des pollutions agricoles des eaux en Côtes-d'Armor au prisme d'une dépendance aux instruments (1990-2007)," *Revue française de science politique* 61, no. 6 (2011). D. Fassin, "Les scènes locales de l'hygiénisme contemporain. La lutte contre le saturnisme infantile : une bio-politique à la française," in *Les Hygiénistes. Enjeux, modèles et pratiques*, ed. P. Bourdelais (Paris: Belin, 2001).

⁷⁴² R. P. Neumann, *Making Political Ecology*, Human geography in the making (London: Hodder Arnold, 2005); P. Robbins, *Political Ecology* (Oxford: Blackwell, 2004).

⁷⁴³ Robbins, *Political Ecology*, pp.23-26

⁷⁴⁴ H. Barrows, "Geography as human ecology," *Annals of the Association of American Geographers* 23, no. 1 (1923).

⁷⁴⁵ J. Steward, *Theory of culture change : the methodology of mutilinear evolution* (Urbana, IL: University of Illinois Press, 1955).

⁷⁴⁶ *Introduction to Plant Ecology* (London: Allen & Unwin, 1946).

⁷⁴⁷ Neumann, *Making Political Ecology*, p.19.

⁷⁴⁸ *Pigs for the Ancestors* (New Haven, CT: Yale University Press, 1968).

notions telles que l'efficacité énergétique, l'adaptation et la capacité de charge, l'écologie culturelle s'inscrit dans une épistémologie naturaliste, tout en admettant que l'innovation et les institutions sociales soient aussi le fruit d'une certaine contingence. De ces premiers travaux qui ont comptabilisé des flux de matière et d'énergie dans des systèmes agraires très différents, la *political ecology* tient pour acquis que les pratiques agronomiques modernes sont moins efficaces que ne l'étaient les modèles traditionnels et beaucoup plus dépendantes de l'énergie fossile.

Après 1970, l'écologie culturelle qui cherchait à identifier des variables sociales clés expliquant le maintien d'équilibres socio-environnementaux va cependant se heurter au fait empirique que peu de sociétés peuvent être considérées comme ayant vécu un développement autonome. Les systèmes en équilibre, « ponctués »⁷⁴⁹ d'adaptation, semblent disparus, s'ils ont jamais existé. L'écologie culturelle est alors dans une impasse pour expliquer seule les évolutions des relations homme/nature.

Les années 1970 sont propices à une reformulation de ces questions par l'économie politique d'inspiration marxiste. Michael Watts, élève de Sauer et Rappaport, est l'opérateur de cette médiation. Il s'intéresse aux situations de famines au nord du Nigeria qui sont récurrentes sans que l'on puisse observer de cas d'adaptation. Il montre alors que la vulnérabilité des populations n'est pas imposée par une limite naturelle du système, mais le produit d'une domination locale, à laquelle se sont ajoutées la colonisation puis la libéralisation des marchés au cours desquelles certains paysans ont perdu leurs réserves (de terres, de céréales, de trésorerie, ...) au profit d'autres acteurs⁷⁵⁰. Tordant alors le cou aux thèses néomalthusiennes et à l'interprétation libérale de la tragédie des communs, plusieurs journalistes d'investigation et des chercheurs s'engagent dans ce qu'ils nomment la *political ecology*. Ils poursuivent le parallèle que Marx établit entre la plus-value du travail et la plus-value de la nature⁷⁵¹, toutes deux appropriées par le capitalisme. Dans cette analyse, la dégradation environnementale dans les pays en développement est expliquée par l'impossibilité des paysans sans terre à investir dans le maintien de la fertilité de leur environnement et la faillite des politiques d'aménagement à traiter ces problèmes d'inégalités⁷⁵².

⁷⁴⁹ La théorie des équilibres ponctués a été développée en paléontologie : N. Eldredge et S. J. Gould, "Punctuated equilibria: an alternative to phyletic gradualism," in *Models in paleobiology*, ed. T. J. M. Schopf (San Francisco: Freeman, Cooper et Company, 1972). Elle considère de longues périodes de stabilité des espèces, entrecoupées d'évolutions rapides sous l'effet de stress. La métaphore a été reprise en science politique pour l'étude des institutions. J. L. True, B. D. Jones, et F. R. Baumgartner, "Punctuated-Equilibrium Theory. Explaining Stability and Change in Public Policymaking," in *Theories of the Policy Process*, ed. P. Sabatier (97-115).

⁷⁵⁰ M. Watts, *Silent Violence: Food, Famine et Peasantry in Northern Nigeria* (Berkeley CA: University of California Press, 1983).

⁷⁵¹ K. Marx, *Le capital. Livre I (première édition 1873)* (Paris: Folio Essais Gallimard, 1963), p.546 : « Chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité ».

⁷⁵² P. Blaikie, *The political economy of soil erosion in developing countries* (Essex, England et New York: Longman Scientific et

Comme l'écologie culturelle, cette analyse structuraliste et matérialiste s'inscrit aussi dans une épistémologie naturaliste.

C'est le troisième corpus théorique, celui de l'analyse de discours ou de la *critical political ecology*⁷⁵³ qui est constructiviste. Ce corpus vient questionner dans les années 2000 les savoirs sur la dégradation environnementale et la légitimité des catégories scientifiques. Il est nourri d'études féministes, post-coloniales, de sociologie des sciences et de cas empiriques où l'environnement n'est pas perçu de la même manière par des groupes sociaux différents. C'est aussi l'époque où les *political ecologists* investissent des terrains occidentaux et constatent que les paysans dans les pays du nord n'investissent pas forcément leur plus-value dans la fertilité de leurs sols⁷⁵⁴. L'articulation de cette épistémologie constructiviste avec l'engagement socio-environnemental en faveur des petits producteurs et de la fertilité de leurs sols ne va pas de soi. Le constructivisme radical est une arme à double tranchant qui s'attaque aux catégories officielles mais qui interroge aussi la connaissance écologique. L'arbitrage se fait souvent au cas par cas en choisissant ce qu'il est pertinent d'admettre ou de déconstruire compte tenu de la situation. Paul Robbins écrit à ce propos que la *political ecology* n'est pas une théorie mais « la qualité d'un texte »⁷⁵⁵ qui fait tenir ensemble ces épistémologies contradictoires⁷⁵⁶. Les *political ecologists* résolvent la contradiction épistémologique entre naturalisme et constructivisme en situation, en identifiant les victimes (humaines) de la dégradation environnementale et en déconstruisant en priorité les mythes qui fragilisent ces populations-là.

Réconcilier naturalisme et constructivisme

S'appuyant sur quelques auteurs critiques communs à l'analyse des politiques publiques⁷⁵⁷, la sociologie pragmatique française s'est également développée en prêtant attention aux situations avec le souci de ne pas se poser en surplomb par rapport aux acteurs⁷⁵⁸. Elle a aussi été confrontée à l'arme à double-tranchant du constructivisme radical qui questionne l'existence même des expériences concrètes d'injustice. Michel de Fornel et

Technical et John Wiley & Sons, 1985).

⁷⁵³ T. Forsyth, *Critical Political Ecology: The Politics of Environmental Science* (London: Routledge, 2003).

⁷⁵⁴ J. McCarthy, "First World Political Ecology: Lessons from the Wise Use Movement," *Environment et Planning A* 34, no. 7 (2002).

⁷⁵⁵ P. Robbins, "Qu'est-ce que la political ecology ?," in *L'approche Political Ecology: Pouvoir, savoir, environnement*, ed. D. Gautier et T. Benjaminsen (Paris: Quae, 2012), p.25.

⁷⁵⁶ « Les textes de *political ecology* sont empiriques ; au sens où ils sont basés sur la multitude de méthodes rigoureuses décrites plus haut, notamment l'observation participative, l'étude écologique de terrain, la télédétection, l'histoire orale et l'expérience d'immersion. Ils sont aussi théoriques dans la mesure où l'inspiration et l'interprétation des données et des connaissances produites in situ sont examinées au travers de nombreux prismes. L'inspiration et l'interprétation s'appuient sur les traditions de la théorie critique évoquées plus haut, en particulier les traditions marxiste, féministe et anarchiste, mais aussi sur une série d'autres approches catégorielles et conceptuelles. » *ibid.*, p.26.

⁷⁵⁷ Desrosières et Thévenot, *Les catégories socioprofessionnelles*; L. Boltanski et L. Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur* (Gallimard, 1991); Boltanski, *Les cadres, la formation d'un groupe social*.

⁷⁵⁸ P. Corcuff, *Les nouvelles sociologies. Constructions de la réalité sociale*, ed. F. d. Singly, sociologie (Nathan, 1995).

Cyril Lemieux⁷⁵⁹ se sont élevés contre des usages asymétriques de ce constructivisme qui ne déconstruirait qu'une partie des croyances au sujet de la réalité, par « charcutage ontologique »⁷⁶⁰, qui ne considéreraient pas les épreuves matérielles dont les acteurs se servent pour agir ou qui ne sont pas assez réflexives sur leur propre engagement. Ils esquissent alors la possibilité d'un constructivisme au service d'une cause qui explicite sa position et analyse les rapports de force en présence pour orienter sa critique. Cet exercice stratégique ne se déduit pas logiquement, mais nécessite un travail d'interprétation de l'évolution des intérêts et du contexte lorsque la critique sera émise. Il place le chercheur en situation de responsabilité vis-à-vis de l'effet de son propos dans un monde réel et discursif, local et global.

Il y a ainsi une possibilité pour la science politique de revendiquer une écologie politique multi-échelle qui s'intéresse aux effets écologiques des politiques publiques⁷⁶¹ et aux effets de l'environnement sur les ressources politiques, tout en s'attelant à déconstruire les croyances au sujet de cet environnement en montrant la pluralité des perceptions. Celle-ci passe par une conceptualisation spatialisée des espaces de socialisation et des ressources politiques en admettant que les questions d'accès, d'abondance et de proximité sont interprétées selon des grilles cognitives mais s'appuient aussi sur une forme de réalité et que le travail politique de recyclage des catégories et de mise en équivalence produit aussi des effets sur les territoires, y compris dans leur matérialité.

⁷⁵⁹ *Naturalisme versus constructivisme ?*, Enquête (Paris: EHESS, 2007).

⁷⁶⁰ Ibid. p.14

⁷⁶¹ Il faut noter que les politiques intentionnellement environnementales ne sont pas toujours celles qui ont effectivement le plus d'effets positifs ou négatifs sur l'environnement L. Mermet et al, "L'analyse stratégique de la gestion environnementale : un cadre théorique pour penser l'efficacité en matière d'environnement," *NSS*, no. 13 (2005).